

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEUR D'ENTREPRISES

30 SEPTEMBRE 2019

E P R E U V E E C R I T E

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utiliser une encre foncée pour rédiger vos réponses (noire ou bleue).

Vous travaillez dans un cabinet de révision agréé et vous devez prendre position par rapport à un certain nombre de questions, en relation avec :

1. OPC

Enoncé en **Partie I**

Question 1	6,0 points
Question 2	3,0 points
Question 3	3,0 points
Question 4	6,0 points
Question 5	2,0 points

2. Private Equity

Enoncé en **Partie II**

Question 6	3,5 points
Question 7	2,5 points
Question 8	1,5 points
Question 9	2,5 points

3. Assurance

Enoncé en **Partie III**

Question 10	4,0 points
Question 11	4,0 points
Question 12	3,0 points
Question 13	5,0 points
Question 14	4,0 points

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Partie I – OPC

White Fund (« le Fonds ») est un fonds d'investissement luxembourgeois constitué sous la partie I de la loi modifiée du 17 décembre 2010. L'objectif d'investissement est de surperformer l'indice Alpha Plus Index en investissant ses actifs dans des actions et des obligations cotées ainsi que dans des instruments financiers dérivés y compris des total return swaps.

Question 1

Dans le cadre de votre audit de White Fund pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2018, identifiez les risques d'audit en relation avec les investissements du Fonds en indiquant ceux que vous considérez comme des risques significatifs.

Documentez votre réponse en faisant le lien avec les exigences des normes ISA.

(6,0 points)

Lors de la planification de l'audit au 31 décembre 2018, vous prenez connaissance du rapport semestriel au 30 juin 2018 et vous notez plusieurs positions dans le portefeuille titres qui excèdent la limite de 10% des actifs nets de White Fund au 30 juin 2018.

Question 2

Est-ce que cet élément a une incidence sur votre plan d'audit ? Si oui, laquelle ?

(3,0 points)

En mars 2019, lors de votre revue du travail effectué par votre équipe, vous notez que le portefeuille titres inclut 15.000 titres de la société cotée Orange représentant 14,58% des actifs nets au 31 décembre 2018. Votre équipe d'audit a procédé à une analyse de l'origine de ce dépassement des restrictions d'investissement. Il en ressort que 10.000 actions Orange ont été acquises au 1^{er} février 2018 et que le coût d'acquisition de ces actions représentait 9% des actifs nets à cette date. Par la suite, le cours boursier d'Orange s'est fortement apprécié et cette position de 10.000 actions Orange représentait 10,5% des actifs nets du Fonds au 15 juin 2018, date à laquelle le gestionnaire en investissement a effectué un achat supplémentaire de 5.000 actions Orange pour un coût d'acquisition représentant 4,5% de la valeur nette de White Fund à cette date. La valeur totale des 10.000 actions Orange initiales combinée à la valeur des 5.000 actions supplémentaires représente 15% des actifs nets du Fonds au 15 juin. Les 15.000 actions Orange présentent au 31 décembre 2018, une moins-value non-réalisée correspondant à 0,7% des actifs nets à cette date.

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Question 3

Sur base des éléments repris ci-dessus, est-ce que vous demandez des travaux complémentaires à votre équipe d'audit ? Si oui, lesquels ?

(3,0 points)

Question 4

Est-ce que cette situation a, dans tous les cas, des conséquences sur votre rapport d'audit sur les états financiers pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2018 ?

Dans les cas où votre analyse vous conduit à la conclusion qu'il y a un impact sur votre rapport d'audit, rédigez le/les paragraphes de votre rapport impacté(s) par cette situation.

(6,0 points)

Question 5

Précisez au regard de la circulaire CSSF 2002-77, les autres conséquences de cette situation sur votre mission.

(2,0 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Partie II – Questions comptables et d’audit dans un fonds de private equity

Un groupe d’investisseurs projette de créer un fonds de private equity à Luxembourg sous la forme d’une société en commandite spéciale (SCsp).

Ils vous interrogent sur les différentes obligations comptables d’une telle société.

Question 6

Ainsi, ils vous demandent d’établir une note relative aux points suivants :

- 1) L’obligation de tenir une comptabilité et de mettre en œuvre le PCN pour ce faire.
- 2) L’obligation d’établir des comptes annuels conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés.
- 3) La faculté de faire usage d’autres référentiels comptables moyennant, le cas échéant, l’une ou l’autre autorisation.
- 4) L’obligation d’établir des comptes consolidés.
- 5) L’obligation d’établir un rapport de gestion.
- 6) L’obligation de désigner un réviseur d’entreprises agréé pour procéder au contrôle légal des comptes annuels/consolidés et si, à défaut d’obligation, il serait possible de confier le contrôle des comptes annuels/consolidés de la SCsp à un réviseur d’entreprises agréé.
- 7) Les obligations en matière de dépôt et de publication des comptes annuels/consolidés.

(3,5 points)

Question 7

Quel serait l’impact de la qualification de la SCsp comme un fonds d’investissement alternatif (FIA) au sens de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d’investissement alternatifs (L. AIFMD) sur vos réponses sub. 1) à 7) de la question 6 ?

Par ailleurs en quoi ces différentes obligations pourraient être affectées si la SCsp se soumettait au statut de fonds d’investissement alternatif réservé (FIAR) au sens de la loi du 23 juillet 2016 et si des dispositions particulières en matière d’évaluation des participations détenues et de reporting sont imposées par ce statut.

(2,5 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Finalement, ces investisseurs sont encore troublés par deux problématiques spécifiques :

- 1) Ils ont entendu que la rémunération allouée au gestionnaire du fonds peut être structurée comme un « carried interest » ou comme une « performance fee ».

Question 8

Ils vous demandent de succinctement leur expliquer la différence entre les deux ainsi que le traitement comptable de cette rémunération en « Lux GAAP ».

(1,5 points)

- 2) Les investisseurs sont extrêmement sensibles quant à la présentation, dans le rapport annuel, d'informations individuelles en relation avec des investissements-cibles.

Question 9

Pourriez-vous leur résumer très brièvement les exigences en matière de présentation de telles informations ? Ils vous demandent de leur décrire l'impact sur le rapport d'audit du réviseur d'entreprises agréé de l'omission totale d'informations individuelles quant aux investissements-cibles dans le rapport annuel ?

(2,5 points)

Partie III – Assurance

Le sujet comprend 4 annexes.

Partie I

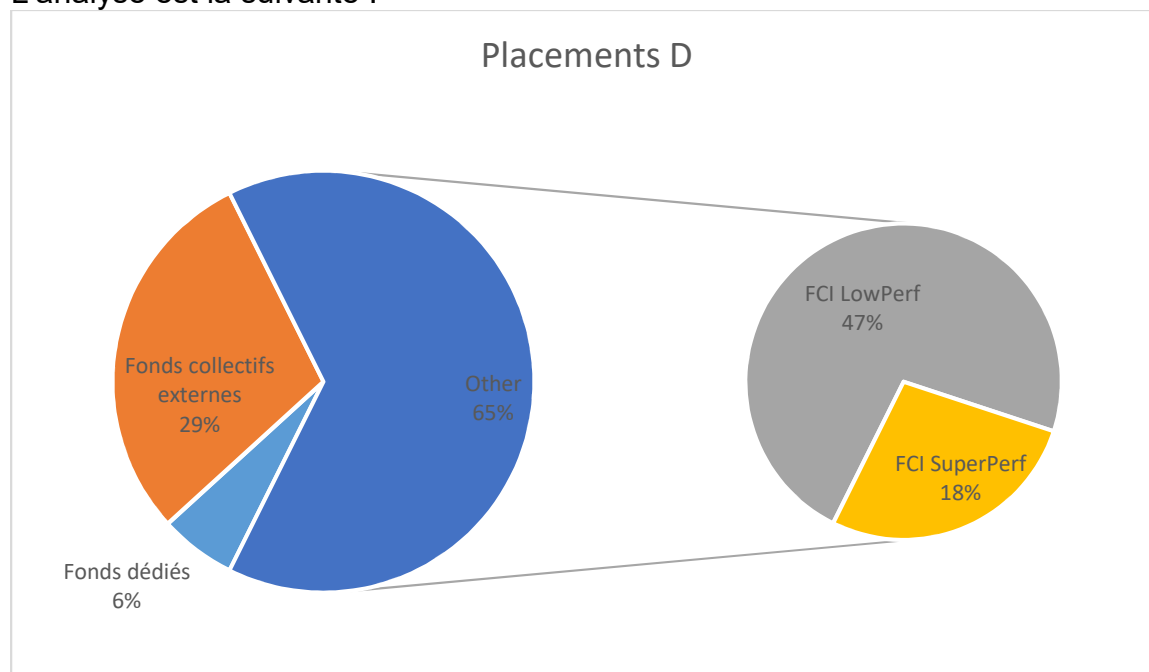
Votre cabinet de révision a été nommé pour réaliser le contrôle légal des comptes annuels au 31.12.2019 d'une société d'assurance vie récemment installée au Luxembourg, EasyLife Lux S.A. (« EasyLife »). EasyLife appartient à un groupe privé audité par un autre membre du réseau auquel appartient votre cabinet.

Vous avez accepté le mandat avec un profil de risque « faible » et commencez vos travaux d'analyse des risques en septembre 2019.

EasyLife commercialise uniquement des produits d'assurance vie en unités de compte et dispose de sa propre équipe de gestionnaires d'actifs et d'un actuaire, supervisés par Monsieur M, responsable « Asset & Liability Management ». Monsieur M dispose de diplômes prestigieux et d'un CV brillant. Vous êtes impressionné d'avoir un tel interlocuteur, et ce d'autant plus que Monsieur M est un membre de la famille qui détient, entre autres, EasyLife.

Conscient que l'audit de l'évaluation des placements D à leur valeur de marché est un risque d'anomalies significatives pour votre audit 2019, vous demandez à Elsa, votre chargée de mission, d'analyser la population des placements D sur base d'une situation intérimaire au 31.08.2019.

L'analyse est la suivante :



Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Les fonds dédiés étant principalement investis en actions cotées et les fonds collectifs externes étant audités, vous n'anticipez pas de problème particulier les concernant. Le reste est constitué de deux fonds collectifs internes, LowPerf et SuperPerf.

Le FCI LowPerf est composé d'actions et parts de fonds communs de placement cotés sur un marché réglementé ainsi que de quelques liquidités, dans les limites autorisées par le CAA. Là aussi, vous n'identifiez pas de difficulté.

Le FCI SuperPerf, par contre, investit quasiment l'intégralité de ses placements dans les actions de deux sociétés, SuperHolding 1 et SuperHolding 2, immatriculées aux Iles Cayman et dont les comptes annuels ne sont pas audités. Le FCI SuperPerf détient 100% de SuperHolding 1 et 10% de SuperHolding 2, les 90% restants étant détenus par une société nommée Office 192 Ltd et, elle-aussi, immatriculée aux Iles Cayman. Les bénéficiaires économiques d'Office 192 Ltd ne sont pas connus. Monsieur M prépare l'évaluation de SuperHolding 1 et SuperHolding 2 en fin d'année.

Les placements réalisés dans les sociétés SuperHolding 1 et SuperHolding 2 sont bien supérieurs à votre seuil de signification, de sorte que vous allez devoir planifier des travaux d'audit spécifiques concernant l'évaluation des placements dans les sociétés SuperHolding 1 et SuperHolding 2.

Vous demandez donc à votre client le ou les modèle(s) d'évaluation ainsi que les comptes annuels au 31.12.2018 pour comprendre l'activité et le patrimoine de ces deux sociétés.

La société SuperHolding 2 détient un immeuble de placement dans un secteur renommé en Suisse et est inactive. La société SuperHolding 1 retient votre attention. SuperHolding 1 est en effet détentrice des droits mondiaux concernant un médicament commercialisé sous le nom de Xopilax. Le Xopilax contribue à traiter une maladie orpheline très rare. Ces droits ont été acquis auprès d'un tiers une dizaine d'années auparavant et sont activés au bilan pour une valeur nette comptable de 100 millions de dollars. Vous prévoyez donc d'impliquer Antoine, le spécialiste « valorisation » du cabinet de révision, pour vous aider à auditer l'évaluation de SuperHolding 1 et SuperHolding 2, telle que préparée par Monsieur M.

Question 10

Quelles données et hypothèses clés va demander Antoine à Monsieur M pour auditer la valeur retenue par EasyLife concernant le brevet détenu par la société SuperHolding 1?

(4,0 points)

Antoine commence ses recherches et se rend compte que les droits mondiaux du Xopilax ont fait l'objet d'une transaction le 19.07.2019 pour un montant de 115 millions de dollars en liquidités. Etonnés par cette information, Elsa et Antoine décident de continuer les recherches.

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Pendant ce temps et contre toute attente, le client a réussi à se procurer les balances des comptes des sociétés SuperHolding 1 et SuperHolding 2 au 31.08.2019 (voir annexe 3).

Elsa, qui a révisé son examen d'aptitude professionnelle cet été, réfléchit au paragraphe 32 c) d'ISA 240 « Les obligations de l'auditeur en matière de fraude lors d'un audit d'états financiers » et s'interroge sur l'éventualité d'une opération qui n'entre pas dans le cadre des opérations courantes.

Question 11

Quels éléments amènent Elsa à penser qu'il pourrait s'agir d'une opération inhabituelle ?

(4,0 points)

Question 12

- 1) Veuillez expliquer à quel moment un preneur d'assurance peut perdre tout ou partie de sa prime lorsque sa police est investie dans un fonds collectif interne en unités de compte.
- 2) Veuillez expliquer qui a bénéficié de cette opération ? Quelle est votre conclusion ?

(1,0 + 2,0 = 3,0 points)

Partie II

Elsa a rédigé un memo avec l'ensemble des éléments dont elle dispose et décide de vous en informer. A la lecture de ce memo, vous décidez que cette opération inhabituelle, ainsi que les parties à la transaction et les relations qui existent entre elles, méritent un examen détaillé.

Question 13

Quels travaux d'audit supplémentaires allez-vous effectuer ? Si vous envisagez certaines communications, veuillez préciser leur destinataire et leur contenu.

(5,0 points)

Suite à vos demandes d'informations, vous obtenez des réponses évasives de vos différents interlocuteurs et constatez que le conseil d'administration d'EasyLife n'a pas l'intention d'enquêter sur l'affaire. L'associé responsable de la gestion des risques de votre cabinet de révision envisage alors des notifications à des parties externes au cabinet.

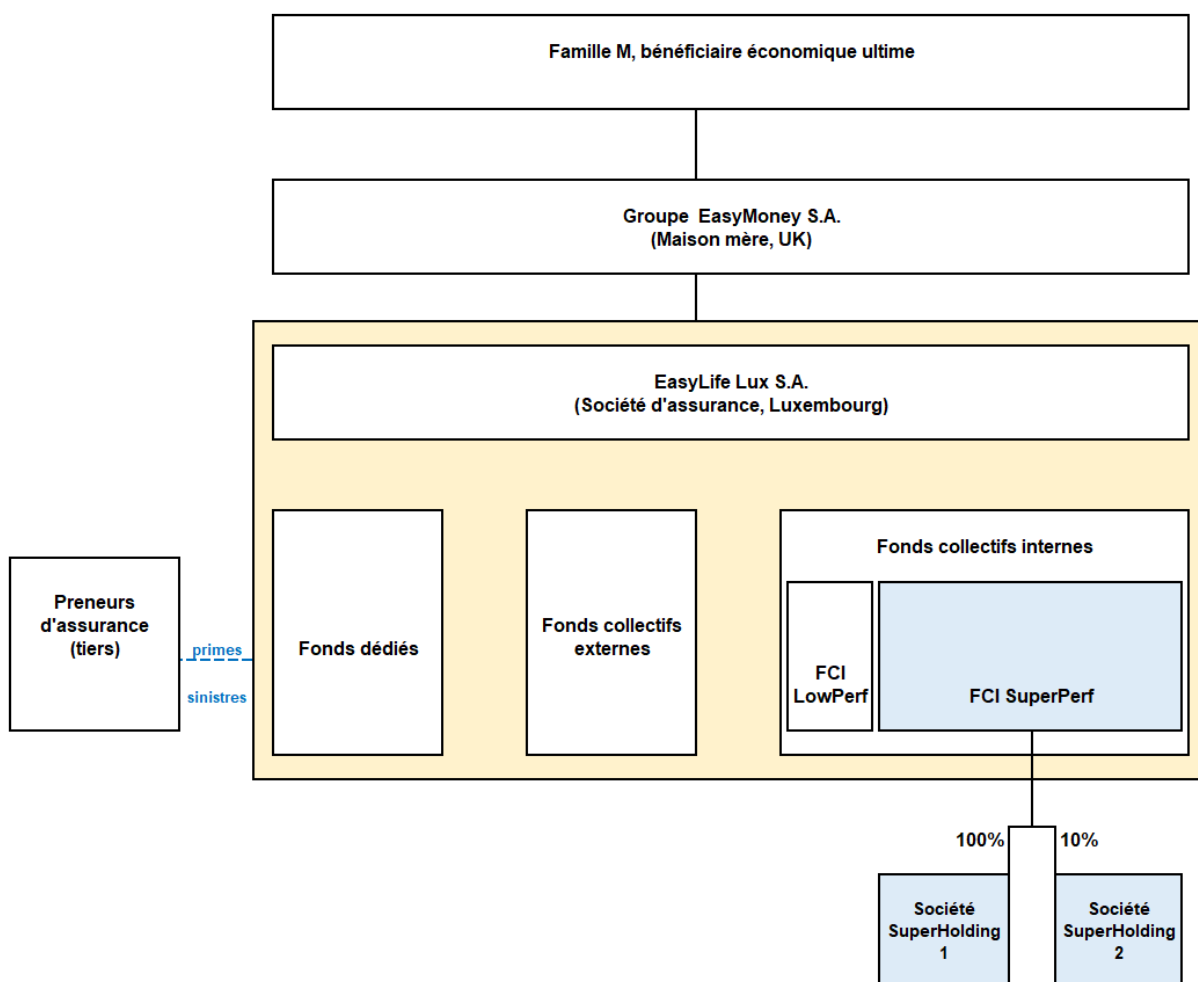
Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Question 14

1. Quelles sont les actions prises conformément aux politiques de contrôle interne du cabinet ?
2. Quelles notifications sont à faire ? Veuillez préciser leur raison, leur destinataire et leur contenu.

(1,0 + 3,0 = 4,0 points)

ANNEXE I – STRUCTURE DU GROUPE



Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

ANNEXE II – ORGANES DE EASY LIFE

Conseil d'administration

Monsieur M, frère du responsable « Asset & Liability Management »
Monsieur Z, responsable « Production » et dirigeant agréé, époux d'une sœur de Monsieur M
Madame A, responsable « Ressources Humaines » et dirigeant agréé
Monsieur T, administrateur dans d'autres sociétés appartenant à la famille M
Madame R, administratrice indépendante

Comité de direction

Monsieur Z, responsable « Production » et dirigeant agréé, époux d'une sœur de Monsieur M
Madame A, responsable « Ressources Humaines » et dirigeant agréé
Monsieur M, responsable « Asset & Liability Management »
Madame H, responsable « Sinistres »
Monsieur B, directeur administratif et financier

ANNEXE III – BILANS DE SUPERHOLDING 1 ET DE SUPERHOLDING 2 (en millions d'euros)

Bilan de SuperHolding 1 au 31.08.2019					
	31.08.2019	31.12.2018		31.08.2019	31.12.2018
Brevets et licences	0	100	Capitaux propres	65	105
Avoirs en banque	65	5			

Tableau des flux de trésorerie de SuperHolding 1 au 31.08.2019	
Résultat net	0
Produits des cessions d'actifs incorporels	60
Flux de trésorerie liés aux investissements	60
Augmentation de la trésorerie	60
Solde de la trésorerie au 01.01.2019	5
Augmentation de la trésorerie	60
Solde de la trésorerie au 31.08.2019	65

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Bilan de SuperHolding 2 au 31.08.2019					
	31.08.2019	31.12.2018		31.08.2019	31.12.2018
Immeubles de placement	10	10	Capitaux propres	67	12
Avoirs en banque	57	2			

Tableau des flux de trésorerie de SuperHolding 2 au 31.08.2019	
Résultat net	0
Investissements incorporels	-60
Produits des cessions d'actifs incorporels	115
Flux de trésorerie liés aux investissements	55
Augmentation de la trésorerie	55
Solde de la trésorerie au 01.01.2019	2
Augmentation de la trésorerie	55
Solde de la trésorerie au 31.08.2019	57

ANNEXE IV

ANNEXE 4

Edition du 19-04-2019

Rechercher

Accueil Actualités

A la Une Focus

Industrie Pharmaceutique

Politique de Santé

Médecine Infos médicales

Santé Grand Public

Emploi Offres d'emploi

Stages Offres de stages

Jusqu'à 500 Mbit/s AU PRIX DE 100 Mbit/s

LA FIBRE C'EST BAMBOO

Post

Accueil » Biotechs - Medtechs » Industrie » Produits » Stratégie

acquiert les droits mondiaux sur Xopilax® auprès de

Publié le jeudi 10 juillet 2013

une société biopharmaceutique spécialisée dans l'oncologie et les maladies rares, a annoncé la signature d'un accord définitif avec pour acquérir les droits mondiaux de Xopilax® pour 115 millions de dollars en liquidités

Découvert et développé par, Xopilax® est approuvé dans plus de 40 pays, y compris les États-Unis, l'Union européenne, la République de Corée et le Canada, pour le traitement de la maladie de Castleman multicentrique idiopathique, une maladie orpheline rare et potentiellement mortelle. La MCM idiopathique est un trouble lymphoprolifératif inflammatoire qui provoque la prolifération anormale des cellules immunitaires et partage de nombreuses caractéristiques symptomatiques et histologiques avec le lymphome. La maladie peut affecter les individus à tout âge. La MCM idiopathique représentant d'un tiers à la moitié des maladies de Castleman multicentriques (MCM).

Xopilax® est le seul traitement approuvé pour la MCM idiopathique aux États-Unis et en Europe. Il a d'abord été approuvé aux États-Unis en 2004, avec des approbations ultérieures dans un certain nombre de pays. Depuis lors, Xopilax® a réalisé une croissance rapide de ses revenus.

« Suite à la récente cession de notre portefeuille de soins essentiels, s'est transformée en une société biopharmaceutique en croissance rapide axée uniquement sur l'oncologie et les maladies rares, soutenue par l'éminent investisseur en sciences de la vie EW Healthcare Partners. Xopilax® correspond parfaitement à nos plans ambitieux de déploiement de traitements biopharmaceutiques innovants au service de la communauté de l'oncologie et des maladies rares dans le monde entier », a notamment déclaré dans un communiqué Lee Morley, PDG d'.

Source :

Facebook Twitter Google+ E-mail

Newsletter

Chaque lundi, notre newsletter gratuite

Connected Office

Essentiel

-50% pendant 6 mois*

Post

Emploi

Mot(s) clé(s)

Métiers & Secteurs

Régions & Pays

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Informal ENGLISH translation¹

Part I – OPC

White Fund (« the Fund ») is an investment fund incorporated in Luxembourg under part I of the amended law of 17th December 2010. The investment objective is to exceed the performance of Alpha Plus Index while investing in listed equities and bonds as well as derivatives including total return swaps.

Question 1

In the context of your audit of White Fund for the financial year ended as at 31st December 2018, identify the audit risks linked to the investments of the Fund and indicate those that you consider as significant risks.

Document your answer by making the link with the relevant ISA requirements.

(6,0 points)

During the planning phase of the audit for the financial year ended as at 31st December 2018, you review the semi-annual report as of 30th June 2018 and you note several positions in the portfolio of investments which exceed the limit of 10% of the net assets of White Fund as of 30th June 2018.

Question 2

Does this situation have any effect on the planning of your audit? If yes, please describe.

(3,0 points)

In March 2019, while reviewing the work performed by your audit team, you noted that the portfolio of investments includes 15,000 listed shares of Orange representing 14.58% of the net assets as of 31st December 2018. Your audit team investigated the origin of this excess over the investment limits. It appears that 10,000 shares of Orange have been bought as at 1st February 2018 and the acquisition cost of these shares represented 9% of the net assets at that date. Subsequently, the price on the stock exchange of Orange shares increased significantly and this position of 10,000 shares represented 10,5% of the net assets of the Fund as of 15th June 2018. At that date, the investment manager bought an additional position of 5,000 shares of Orange for an acquisition cost representing 4.5% of the net assets of White Fund as at 15th June 2018. The total combined value of the initial 10,000 shares of Orange and of the additional 5,000 shares represents 15% of the net assets of the Fund as of 15th June 2018. The 15,000 shares of Orange as of 31st December 2018 generated an unrealized loss equivalent to 0.7% of the net assets at that date.

¹ The English version is an informal translation, in any case the French version prevails.
Commission de Surveillance du Secteur Financier - EAP page 13 sur 20

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Question 3

On the basis of the above elements, will you ask your audit team to perform further audit procedures? If yes, please describe.

(3,0 points)

Question 4

Does this situation have, in all situations, an impact on your audit report on the financial statements for the year ended 31st December 2018?

In the case where according to your analysis there is an impact on your audit report, please draft the paragraph(s) impacted by this situation.

(6,0 points)

Question 5

In relation to Circular CSSF 2002-77, please describe the other consequences of the above mentioned situation on your audit engagement as Réviseur d'entreprises agréé of White Fund.

(2,0 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Part II – Accounting and audit issues in a private equity fund

A group of investors plan to create a private equity fund in Luxembourg in the form of a special limited partnership (SCSp).

They ask you about the different accounting obligations of such a company.

Question 6

For this purpose, they ask you to prepare a note on the following points:

1. The obligation to keep accounts and apply the Standard Chart of Accounts to do this.
2. The obligation to draw up annual accounts in accordance with the provisions of the law of 19 December 2002 concerning the register of commerce and companies.
3. The possibility to make use of other accounting standards by means of, if necessary, one or other authorization.
4. The obligation to prepare consolidated accounts.
5. The obligation to prepare a management report.
6. The obligation to appoint an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) to carry out the statutory audit of the annual / consolidated accounts and if, in the absence of an obligation, whether the audit of the annual / consolidated accounts of the SCSp could be entrusted to an approved statutory auditor.
7. Obligations with regards to filing and publication of annual / consolidated accounts.

(3,5 points)

Question 7

What would be the impact of the qualification of the SCSp as an alternative investment fund (AIF) within the meaning of the law of 12 July 2013 relative to the managers of alternative investment funds on your responses 1) to 7) from question 6?

Furthermore, how these different obligations could be affected if the SCSp was subject to the status of reserved alternative investment fund (RAIF) within the meaning of the law of 23 July 2016 and if specific provisions regarding the valuation of investments held and reporting are required by this status.

(2,5 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Finally, these investors are still troubled by two specific issues:

1. They heard that the compensation allocated to the fund manager may be structured as "carried interest" or as a "performance fee".

Question 8

They ask you to succinctly explain to them the difference between the two as well as the accounting treatment of this remuneration in "Lux GAAP".

(1,5 points)

2. Investors are extremely sensitive about the presentation in the annual report of individual information in relation to target investments.

Question 9

Could you summarize very briefly the disclosure requirements for such information? They ask you to describe to them the impact on the audit report of the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) in case of total omission of individual information on the target investments in the annual report?

(2,5 points)

Part III – Insurance

This part includes 4 appendices. (No translation of appendices)

Section I

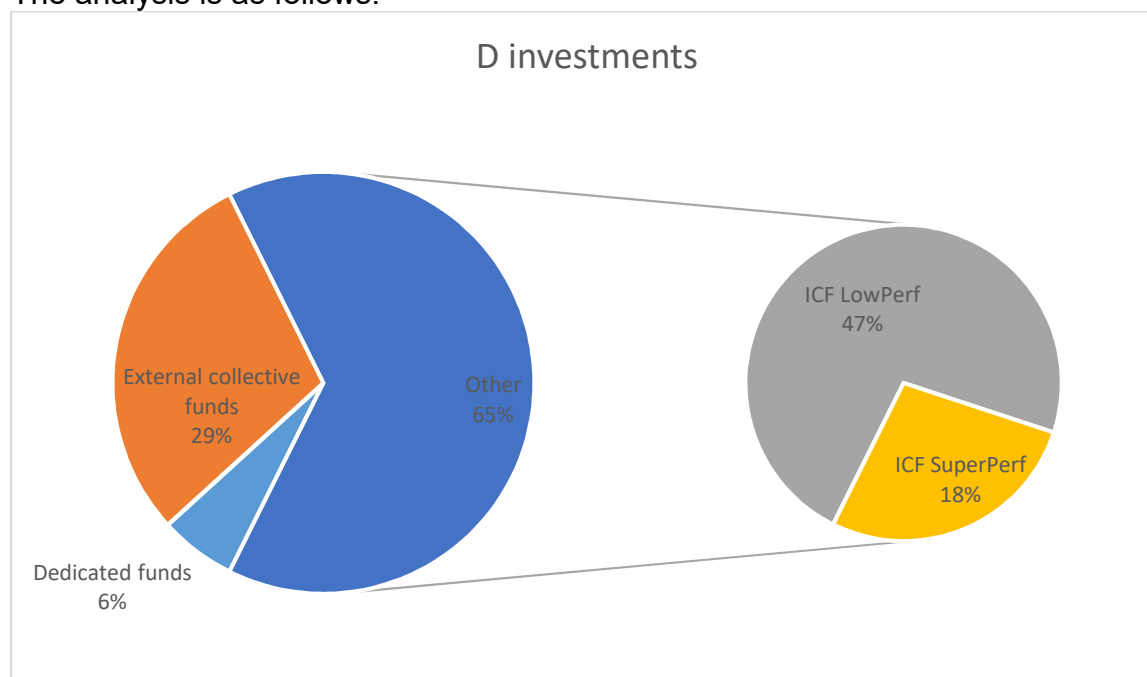
Your audit firm has been appointed to perform the statutory audit of the annual accounts as at 31.12.2019 of a life insurance company, EasyLife Lux S.A. (« EasyLife »), which has recently been set up in Luxembourg. EasyLife is owned by a private group which is audited by another member firm of your audit firm's network.

You have accepted the audit engagement with a “low” risk profile and you start your risk assessment procedures in September 2019.

EasyLife sells unit-linked life insurance policies only and has its own team of asset managers as well as one actuary. They are supervised by Mr. M, Head of Asset & Liability Management. Mr. M graduated from one of the prestigious schools and has a brilliant CV. You are impressed to have such a contact person, especially as Mr. M is also a member of the family which owns, among others, EasyLife.

Well aware of the risk of material misstatement of the fair valuation of unit-linked assets for the purpose of your 2019 audit, you ask Elsa, the engagement manager, to analyze the population of unit-linked assets on the basis of the interim financials as at 31.08.2019.

The analysis is as follows:



Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Given that the dedicated funds are mainly invested in listed shares and the external collective funds are audited, you did not identify any particular issue in this respect. The rest of investments is made of two internal collective funds, LowPerf and SuperPerf.

The LowPerf ICF is invested in shares and units of collective funds, all of them being listed on regulated markets, and in some cash as well. Investment restrictions set out by CAA are complied with. You do not have any concerns for your audit in respect of this ICF.

The SuperPerf ICF, however, invests almost all of its assets in the shares of two companies, SuperHolding 1 and SuperHolding 2, which are registered in the Cayman Islands and which are unaudited. The SuperPerf ICF holds 100% of SuperHolding 1 and 10% of SuperHolding 2, the other 90% being held by a company called Office 192 Ltd which is also registered in the Cayman Islands. The beneficial owners of Office 192 Ltd are not known. Mr. M prepares the valuation of SuperHolding 1 and SuperHolding 2 at each year end.

The investments made by the ICF in SuperHolding 1 and SuperHolding 2 are much higher than your materiality threshold. You are thus required to plan tailored audit procedures in relation to the valuation of investments in SuperHolding 1 and SuperHolding 2.

You therefore ask your client to provide the valuation model(s) as well as the annual accounts as at 31.12.2018 to understand the entities' activities and assets.

SuperHolding 2 holds an investment property in a famous area in Switzerland and is inactive. SuperHolding 1 draws your attention. Superholding 1 holds the worldwide rights of a drug sold under the name "Xopilax". This drug is prescribed for a very rare disease. The rights were purchased from a third party ten years ago and are shown on the balance sheet at a carrying amount of USD 100 million. You plan to involve Antoine, the valuation specialist of your audit firm, to help you audit the valuation of SuperHolding 1 and SuperHolding 2, as prepared by Mr. M.

Question 10

Which data and key assumptions will Antoine request in order to audit the estimate prepared by EasyLife in relation to the drug patent held by SuperHolding 1?

(4,0 points)

Antoine starts doing research and discovers that the worldwide rights of the Xopilax drug were sold on 19.07.2019 for an amount of USD 115 million against cash. Elsa and Antoine are surprised and decide to dig further.

Meanwhile and quite unexpectedly, the client succeeds in getting the trial balances of SuperHolding 1 and SuperHolding 2 as at 31.08.2019 (see appendix 3).

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Elsa, who studied for a professional exam last summer, thinks about paragraph 32 c) of ISA 240 “The Auditor’s responsibilities relating to fraud in an audit of financial statements” and wonders about the possibility of a transaction outside the normal course of business.

Question 11

What are the indicators that would cause Elsa to think that this is a transaction outside the normal course of business?

(4,0 points)

Question 12

1. Please explain how a policy-holder can lose part or all of its premium when an insurance policy is invested in a unit-linked internal collective fund.
2. Please explain who made a profit out of this transaction. What is your conclusion?

(1,0 + 2,0 = 3,0 points)

Section II

Elsa has written a memo with all the facts available and decides to let you know about this transaction. Based on the memo, you assess that this unusual transaction, as well as parties to the transactions and the connection between them, requires further investigation.

Question 13

Which additional audit procedures are you planning? If you are considering certain communications, please explain their content and who the addressee is.

(5,0 points)

Further to your request for more information, you obtain vague explanations from various contact persons and notice that EasyLife’s Board of Directors does not to investigate the matter. The risk management partner of your audit firm thus considers sending notifications to parties external to the audit firm.

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Question 14

1. What are the actions taken in accordance with the internal control policies of your audit firm?
2. Which notifications are to be made? Please explain the rationale, their content and who the addressee is.

(1,0 + 3,0 = 4,0 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEUR D'ENTREPRISES

1^{ER} OCTOBRE 2019

E P R E U V E E C R I T E

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utiliser une encre foncée pour rédiger vos réponses (noire ou bleue).

Vous travaillez dans un cabinet de révision agréé et vous devez prendre position par rapport à un certain nombre de questions, en relation avec :

4. Consolidation IFRS

Enoncé en Partie IV	Question 15	9,0 points
	Question 16	9,0 points
	Question 17	7,0 points

4. Banque

Enoncé en Partie V	Question 18	13,0 points
	Question 19	12,0 points

Partie IV – Consolidation IFRS

Vous avez été mandaté(e) comme réviseur d'entreprises de Capital Zero pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Etant donné que la date limite pour l'établissement des comptes consolidés est très proche, le client (Pierre) vous a transmis le projet de consolidation et les écritures de consolidation au 30 novembre 2018 (cf. l'annexe 1 ci-jointe) et a demandé que vous lui fassiez part de vos commentaires. Vous avez demandé à la senior en charge de la mission (Sara) de se référer aux documents de planification de l'audit pour obtenir des informations générales et également de se rapprocher de Pierre afin d'obtenir des informations complémentaires sur certains points. Vous avez également demandé à Sara de vérifier les calculs arithmétiques du projet de consolidation en annexe 1. Aucune erreur arithmétique n'a été détectée.

Informations obtenues lors de la phase de planification de l'audit

Capital Zero fabrique des machines et est présente aux Etats-Unis, en Allemagne et en Italie. Fondée en 2001, cette entreprise a connu une croissance organique et externe par le biais d'acquisitions d'autres entreprises. Les acquisitions les plus notables l'ont été en Italie en 2006, en Allemagne en 2015 et aux Etats-Unis en 2018. Capital Zero est cotée à la bourse de Luxembourg sur le marché réglementé et est par conséquent une entité d'intérêt public (« EIP ») au sens de l'Union Européenne et de la loi luxembourgeoise (23 juillet 2016). Elle présente ses comptes selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. En juin 2018, Capital Zero a engagé un nouveau directeur financier. La date d'acquisition et le pourcentage de participation détenu où ont été réalisés les différents investissements sont les suivants :

	<u>Date</u> <u>d'acquisition</u>	<u>% de</u> <u>participation détenu</u>
Capital One (Allemagne)	29 janvier 2015	54%
Capital Blue (Etats-Unis)	25 octobre 2018	100%
Capital Red (Italie)	1 janvier 2006	100%

Au 31 décembre 2017, le Goodwill s'élevait à EUR 180.000.000 et était entièrement lié à l'acquisition de l'entité allemande. La politique comptable du Groupe est de ne faire apparaître que la part de goodwill revenant à la société mère. Le Goodwill qui provenait de l'acquisition de l'entité italienne a été totalement déprécié durant la crise financière. Toutefois, la marque liée à l'acquisition de l'entité en Italie n'a pas fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur. La valeur originale de la marque était de EUR 80.000.000 et la durée de vie économique a été estimée à 20 ans. Chaque entité est considérée comme étant une unité génératrice de trésorerie distincte aux fins du test de dépréciation dans le cadre d'IAS 36.

Au moment de l'acquisition de Capital Blue par Capital Zero le 25 octobre 2018, la dette bancaire externe due par Capital Blue a été totalement remboursée et a été remplacée par un prêt intra-groupe de EUR 128.000.000 de la part de Capital Zero. Le taux de change au 25 octobre 2018 était de USD 1,325 pour 1 EUR.

Lors de votre réunion de planification, vous avez fixé les seuils de matérialité suivants :

Seuil de signification	EUR 1.300.000
Seuil de remontée des anomalies	EUR 65.000

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Email envoyé par Sara :

Bonjour Pierre - En ce qui concerne l'acquisition de Capital Blue Etats-Unis, auriez-vous déjà effectué l'allocation du prix d'acquisition ?

Réponse reçue de Pierre :

Bonjour Sara - nous travaillons toujours sur l'allocation du prix d'acquisition aux Etats-Unis de sorte qu'elle n'est pas encore reflétée dans les chiffres consolidés de novembre. A ce stade, nous avons alloué la totalité de la différence entre le prix d'achat et les actifs nets acquis pour un montant de EUR 65.000.000 au goodwill. Nous finaliserons les travaux liés à l'allocation du prix d'acquisition courant décembre, de sorte que vous puissiez auditer l'ajustement relatif à cette allocation quand vous serez sur site en janvier. Un autre point que j'avais oublié de mentionner- nous avons acquis le contrôle de Capital Blue Etats-Unis le 25 octobre 2018. Cela s'est passé en milieu de mois, il était par conséquent trop compliqué de préparer un bilan et un compte de résultat à la date exacte de l'acquisition, raison pour laquelle j'ai consolidé cette entité à partir du 1er octobre 2018. J'en ai parlé avec le directeur financier, qui a marqué son accord étant donné que beaucoup d'entreprises procèdent de la sorte et que le précédent réviseur d'entreprises n'a jamais considéré cette pratique comme problématique lors de précédentes acquisitions. Le bénéfice pour la période allant du 1er octobre au 30 novembre était de USD 10 millions et a été réalisé uniformément sur cette période de 2 mois.

Question 15

Sur base de votre revue du projet de consolidation, rédigez un email informant le client de toutes les erreurs identifiées. Pour chaque erreur identifiée, indiquez l'écriture comptable requise pour corriger l'erreur et quantifiez l'impact, quand cela s'avère possible.

(9,0 points)

Sur base de votre stratégie d'audit, vous considérez le test de dépréciation du Goodwill comme étant un risque significatif. Le client effectue son test de dépréciation annuel en utilisant la méthode de la valeur d'utilité et prépare une actualisation des flux de trésorerie futurs par unité génératrice de trésorerie sur base du plan d'activité sur 5 ans dûment approuvé. Vous avez impliqué un expert en évaluation de votre bureau afin qu'il vous apporte son assistance pour la réalisation des procédures d'audit relatives au coût moyen pondéré du capital (WACC) et au taux de croissance à long terme utilisés dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Vous avez réalisé vos procédures d'audit et n'avez identifié aucune erreur dans les flux de trésorerie actualisés préparés par la société. Une marge positive de EUR 20 millions ressort entre la valeur d'utilité et la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie allemande. Étant donné que l'allocation du prix d'acquisition de Capital Blue sur base d'IFRS 3 n'est pas définitivement finalisée et qu'il n'existe aucun indicateur de perte de valeur au 31 décembre 2018, cet écart d'acquisition n'est pas soumis à un test de dépréciation au 31 décembre 2018. Vous avez complété la checklist des informations à fournir sur base des normes IFRS et êtes satisfait(e) que Capital Zero a produit l'ensemble des informations annexes requises par les normes IFRS.

Question 16

Sur base des informations fournies ci-dessus, veuillez rédiger les paragraphes incluant les points clés de l'audit (KAM) à inclure dans l'opinion d'audit concernant la dépréciation du Goodwill. Vous n'êtes pas tenu de rédiger l'opinion d'audit dans son ensemble.

(9,0 points)

La Société a ajusté les états financiers pour tenir compte de tous les points auxquels il a été fait référence dans les questions précédentes. L'équipe d'audit a désormais finalisé toutes les procédures d'audit au 31 décembre 2018 chez le client. Veuillez-vous référer au résumé des anomalies relevées et non corrigées (inclus dans l'annexe 3) préparé par l'équipe d'audit au terme des travaux d'audit. Ce résumé n'a pas encore été communiqué au client.

Les informations suivantes ont été extraites du dossier d'audit :

- Bénéfice avant impôts au 31 décembre 2018 : EUR 26.000.000
- Bénéfice après impôts au 31 décembre 2018 : EUR 21.000.000
- Total des actifs au 31 décembre 2018 : EUR 1.600.000.000
- Total Créances commerciales au 31 décembre 2018 : EUR 120.000.000
- Seuil de signification : EUR 1.300.000
- Seuil de remontée des anomalies : EUR 65.000

Question 17

1. Veuillez compléter le résumé des anomalies non corrigées relevées en utilisant le formulaire joint en Annexe 3 (ajoutez au tableau les lignes qui vous paraissent nécessaires pour pouvoir conclure, ignorez votre réponse à la question 15). Veuillez communiquer votre évaluation et vos conclusions préliminaires concernant ce résumé des anomalies relevées et non corrigées tel que vous l'avez complété. Votre réponse doit inclure les travaux détaillés réalisés et explications pertinentes ayant conduit à votre évaluation et conclusions.
2. Quelles sont les prochaines procédures d'audit, y compris de communication, à réaliser en relation avec ce résumé des anomalies non corrigées?
3. La Société a décidé de ne corriger aucune des anomalies relevées au cours de l'audit telles que présentées dans le résumé des anomalies non corrigées présenté en Annexe 3. Quelles sont votre évaluation et vos conclusions concernant votre rapport d'audit? Expliquez votre approche pour chacune des anomalies non corrigées.

(2,0 + 2,0 + 3,0 = 7,0 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

	Annex 1 - Project de consolidation 30 novembre 2018											
	Capital Zero (Maison mère)	Capital One (Allemagne)	Capital Blue (Etats-Unis)	Capital Red (Italie)	Elimination des participations	Goodwill préliminaire / acquisition de Capital Blue US	Reprise de l'ajustement du prix d'acquisition selon IFRS 3 au 1er janvier 2018 Allemagne & Italie	Amortissement Goodwill, marque	Détermination des intérêts minoritaires Capital One Allemagne	Elimination des soldes intersociétés	Transfert des écarts de change intersociétés du compte de profits et pertes vers le compte de réserve de change	Chiffres consolidés au 30 novembre 2018
Goodwill						65.000.000	180.000.000	- 8.250.000				236.750.000
Marque							32.000.000	- 3.666.667				28.333.333
Logiciels acquis auprès de tiers	4.000.000		1.895.375									5.895.375
Immobilisations corporelles		250.000.000	156.937.074	400.000.000								806.937.074
Participations	400.160.000				- 400.160.000							-
Impôts différés actif	9.500.000	4.300.000	962.851	2.900.000								17.662.851
Stocks	5.740.000	58.700.000	5.558.757	57.000.000								126.998.757
Créances commerciales	13.000.000	50.000.000	9.476.876	49.000.000								121.476.876
Autres créances	3.000.000	4.750.000	1.122.062	12.560.000								21.432.062
Comptes intersociétés	325.000.000			61.000.000						- 386.000.000		-
Liquidités	25.000.000	1.260.000	2.843.063	13.700.000								42.803.063
Charges constatées d'avance	1.400.000		947.688	1.250.000								3.597.688
TOTAL DE L'ACTIF	786.800.000	369.010.000	179.743.745	597.410.000	- 400.160.000	65.000.000	212.000.000	- 11.916.667	-	- 386.000.000	-	1.411.887.078
Capital social	87.000.000	37.000.000	4.548.901	58.000.000					- 17.020.000			169.528.901
Prime d'émission	101.000.000	2.000.000		100.000.000					- 920.000			202.080.000
Bénéfice/(Perte) pour l'exercice	3.000.000	18.000.000	7.581.501	2.000.000				- 11.183.334	- 8.280.000		- 768.000	10.350.167
Réserves / Report à Nouveau	322.000.000	67.000.000	24.260.804	350.000.000	- 400.160.000	65.000.000	205.600.000		- 30.820.000			602.880.804
Autres réserves		3.000.000							- 1.380.000			1.620.000
Réserve de change											768.000	768.000
Intérêts minoritaires									58.420.000			58.420.000
Total des capitaux propres	513.000.000	127.000.000	36.391.205	510.000.000	- 400.160.000	65.000.000	205.600.000	- 11.183.334	-	-	-	1.045.647.871
Provisions	47.000.000	2.760.000	2.198.635	25.020.000								76.978.635
Impôts différés passif	3.090.000	4.750.000	2.342.684	3.340.000			6.400.000	- 733.333				19.189.351
Emprunts à long terme	150.000.000	-		9.560.000								159.560.000
Fournisseurs	11.510.000	28.000.000	9.901.440	49.000.000								98.411.440
Autres dettes	1.200.000	9.500.000	909.780	490.000								12.099.780
Comptes intersociétés	61.000.000	197.000.000	128.000.000							- 386.000.000		-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES & DES PASSIFS	786.800.000	369.010.000	179.743.745	597.410.000	- 400.160.000	65.000.000	212.000.000	- 11.916.667	-	- 386.000.000	-	1.411.887.078

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Annexe 2: Conversion du bilan de Capital Blue de USD en EUR au 30 novembre 2018

	Capital Blue US	
	30 novembre 2018	
	USD	EUR
Logiciels acquis auprès de tiers	2.500.000	1.895.375
Immobilisations corporelles	207.000.000	156.937.074
Impôts différés actif	1.270.000	962.851
Stocks	7.332.000	5.558.757
Créances commerciales	12.500.000	9.476.876
Autres créances	1.480.000	1.122.062
Liquidités	3.750.000	2.843.063
Charges constatées d'avance	1.250.000	947.688
TOTAL DE L'ACTIF	237.082.000	179.743.745
Capital social	6.000.000	4.548.901
Bénéfice/(Perte) du 1 octobre au 30 novembre 2018	10.000.000	7.581.501
Réserves / Report à Nouveau	32.000.000	24.260.804
Total des capitaux propres	48.000.000	36.391.205
Provisions	2.900.000	2.198.635
Impôts différés passif	3.090.000	2.342.684
Fournisseurs	13.060.000	9.901.440
Autres dettes	1.200.000	909.780
Comptes intersociétés	168.832.000	128.000.000
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES & DES PASSIFS	237.082.000	179.743.745
Euro: USD taux de change au 30 novembre 2018		
Euro	1	
USD	1,319	
Nouveau calcul du gain de change sur les comptes intersociétés		
EUR 128.000.000 @ 1,325 (taux historique)		169.600.000
EUR 128.000.000 @ 1,319 (taux en fin d'année)		168.832.000
gain de change		768.000

[illegible]

Partie V – Banques

Vous êtes le réviseur d'entreprises de la banque luxembourgeoise Banque de Patrimoine à Luxembourg (BPL), spécialisée dans la gestion patrimoniale pour une clientèle privée haut de gamme et filiale d'un grand groupe bancaire européen.

Afin de permettre à ses clients de bénéficier pleinement des opportunités liées aux marchés financiers, BPL a une activité significative de crédits lombards consistant en la mise à disposition de liquidités à ses clients à des fins d'investissement sur les marchés financiers contre nantissement des investissements détenus par ces mêmes clients.

PARTIE 1

Dans le cadre de la prise de connaissance de cette activité et notamment des contrôles y relatifs, votre senior vous présente les principaux points de contrôle identifiés à travers la revue des manuels de procédures de la banque et par entretien avec les intervenants dans ce processus. Ces contrôles clés peuvent être résumés de la manière suivante :

Approbation des crédits Lombards aux clients privés

- Le processus d'approbation des crédits est clairement établi via notamment la mise en place d'un système de délégation des pouvoirs selon les encours envisagés.
- La Banque exige que les titres mis en garantie soient déposés en ses livres et fassent l'objet d'un contrat de nantissement formalisé.

Valorisation des portefeuilles

- Les portefeuilles-titres nantis sont valorisés selon les mêmes processus et avec la même régularité que l'ensemble des portefeuilles de la Banque, à savoir quotidiennement pour les titres cotés (avec une importation des cours d'au moins deux sources externes et sur une base hebdomadaire pour les titres non cotés). Les écarts significatifs entre les deux sources et les variations significatives d'une date de valorisation à l'autre font l'objet d'une analyse par le middle office.
- Dans le cadre des crédits Lombards, afin de calculer la couverture de l'encours de crédit par le portefeuille-titre donné en garantie, une pondération spécifique est appliquée aux titres du portefeuille en fonction de leur nature :
 - Actions cotées : 60%
 - Obligations cotées : 80%
 - Actions non cotées : 30%
 - Obligations non cotées : 40%
 - Autres titres non cotés : entre 0 et 20% selon la nature spécifique de ces titres.

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Lorsque les actifs en garantie sont libellés dans une autre devise que celle du prêt une décote de 10% est également appliquée.

Ces pondérations visent notamment à prendre en compte les risques d'illiquidité, d'évaluation et de change des actifs donnés en garantie.

Suivi des encours

- Un suivi hebdomadaire des encours pondérés et de leur niveau de couverture des crédits liés est effectué chaque semaine par une cellule spécifique du middle office, avec investigation systématique des couvertures insuffisantes auprès du gestionnaire de chacun des comptes concernés.
- Les gestionnaires de ces comptes ont ensuite la responsabilité de contacter les clients et de prendre les mesures correctives nécessaires. Tout suivi de ces crédits se fait par l'intermédiaire exclusif de ces gestionnaires qui ont le contact exclusif avec leur client. Ainsi, lorsque la valeur du portefeuille-titre donné en garantie, après pondération, devient inférieure à l'encours du crédit, la Banque demande au client de verser des actifs complémentaires en garantie, ou en cas de non-versement, est autorisée à utiliser des actifs détenus par le client sur d'autres comptes, pour couvrir le défaut de couverture.

Question 18

Sur cette base, vous prenez avec votre senior la décision d'approcher dans le cadre de votre révision les risques liés à l'existence et à l'évaluation de ces crédits dits « lombards » en vous appuyant sur les contrôles internes.

Il vous est demandé de construire un programme de travail concernant la revue des contrôles internes dans le cadre de cette activité « crédits lombards » en vous concentrant sur deux risques/assertions (existence et évaluation) et en intégrant également les principales dispositions légales et réglementaires que vous devez couvrir pour votre compte rendu analytique de révision.

(13,0 points)

PARTIE 2

Peu de temps après la finalisation de vos procédures de revue des contrôles internes et la restitution des conclusions de vos travaux au comité d'audit de la banque, vous recevez un appel téléphonique du directeur général de BPL.

Suite à plusieurs cas de crédits lombards devenus irrécouvrables au sein du portefeuille d'un même gestionnaire (Monsieur X), une enquête interne a été diligentée et a conduit à conclure qu'il s'agit en fait d'un cas de fraude interne perpétrée par ce même gestionnaire pour son enrichissement personnel dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

- Monsieur X a depuis plusieurs années pu obtenir l'approbation de dossiers de crédits lombards fictifs pour des clients existants et disposant d'un portefeuille-titres au sein de la Banque. Pour ce faire, il falsifiait les signatures des clients sur les documents d'ouverture de crédits et ouvrait systématiquement une racine de compte distincte où n'apparaissait que le crédit mais liée à la racine de compte originale du client pour les besoins de la garantie.
- Lors des visites régulières des clients concernés, Monsieur X recevait directement ses clients et n'imprimait et ne leur remettait que les extraits de compte correspondant à leur racine originelle (où le crédit n'apparaissait pas).
- Avec la complicité d'une personne du back-office, ils transféraient les fonds vers des comptes externes dont ils étaient les bénéficiaires économiques.

Question 19

Sur base de ces éléments nouveaux il vous est demandé :

1. de revisiter votre évaluation des contrôles internes et d'identifier les déficiences de contrôle ayant pu conduire à une telle situation ;
2. d'analyser vos obligations professionnelles et légales ou réglementaires face à cette situation ;
3. d'expliciter comment votre programme de travail va être modifié pour intégrer ces éléments nouveaux à quelques jours de la clôture annuelle.

(12,0 points)

Informal ENGLISH translation¹

Part IV – Consolidation IFRS

You were appointed as independent auditor of Capital Zero for the year ended 31 December 2018. As the reporting deadline is very short, the client (Pierre) has forwarded you the draft consolidation and consolidation journal entries as at 30 November 2018 (refer to attached appendix 1) and has asked you to provide him with your comments. You asked the senior on the engagement (Sara) to go back to the planning documents to get some background information and to get input from Pierre on a few points. You also asked Sara to check the consolidation workings shown in appendix 1 for arithmetical accuracy. No arithmetical errors were found.

Information taken from planning phase of the audit

Capital Zero manufactures machines and has operations in the US, Germany and Italy. It was incorporated in 2001 and has grown both organically and by external acquisitions since then. The most notable acquisitions were in Italy in 2006, Germany in 2015 and the US in 2018. Capital Zero is listed on the regulated market of the Luxembourg stock exchange and is therefore a public interest entity as defined by the European Union “EU PIE” and Luxembourg law (23 July 2016). It reports under IFRS as adopted by the European Union. In June 2018, Capital Zero hired a new Chief Financial Officer.

The date of acquisition and percentage ownership of the various investments are as follows:

	<u>Date of acquisition</u>	<u>% of participation owned</u>
Capital One (Germany)	29 January 2015	54%
Capital Blue (United States)	25 October 2018	100%
Capital Red (Italy)	1 January 2006	100%

As at 31 December 2017, the goodwill amounted to EUR 180.000.000 and is fully related to the German entity. The accounting policy of the Group is to recognise goodwill related to the parent entity only. The goodwill which arose on the acquisition of the Italian entity was fully impaired during the financial crisis some years ago. However, the brand related to the acquisition of the Italian entity was not impaired. The original value of the brand was EUR 80.000.000 and the useful life was estimated to be 20 years. Each legal entity is considered to be a separate cash generating unit for the purposes impairment testing within the context of IAS 36.

When Capital Zero acquired Capital Blue on 25 October 2018, it repaid the external bank borrowing that Capital Blue had outstanding and replaced this with an intercompany loan of EUR 128.000.000 from Capital Zero. The exchange rate on 25 October 2018 was EUR 1 = USD 1,325.

As part of your planning meeting you set materiality as follows:

Planning materiality	EUR 1.300.000
Threshold for misstatements	EUR 65.000

¹ The English version is an informal translation, in any case the French version prevails.

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Email sent by Sara :

Hello Pierre – Have you already prepared the purchase price allocation for the acquisition of Capital Blue U.S.?

Response received from Pierre:

Hi Sara - we are still working on the purchase price allocation for the US acquisition so it is not yet reflected in the November consolidation figures. Currently we have just shown the difference between the purchase price and net assets acquired of EUR 65.000.000 as goodwill. We will finalise the purchase price allocation during December, so you can audit these adjustments when you are on-site in January. One other point, I forgot to mention - we obtained control of Capital Blue US on 25 October 2018. As it was mid-month it was too complicated to prepare a balance sheet and income statement at the exact date of acquisition, therefore I have consolidated this entity from 1 October 2018. I spoke to the chief financial officer about this and he said it was fine as lots of companies do this and the previous auditor never had an issue with this for other acquisitions. The profit for the period from 1 October to 30 November was USD 10 million and was earned evenly over the 2-month period.

Question 15

Based on your review of the draft consolidation workings, draft an email advising the client of any errors identified. For each error identified, provide the journal entry to correct the error and quantify the impact, where possible.

(9,0 points)

Based on your audit strategy you consider goodwill impairment testing to be a significant risk. The client performs their annual impairment testing using the value in use method and prepares a discounted cashflow per cash generating unit based on the 5-year approved Business Plan. You involved a valuation specialist from your office to assist you with the audit procedures covering the weighted average cost of capital (WACC) and the long-term growth rate used in the discounted cashflow. You have completed your audit procedures and have not identified any errors in the discounted cashflow prepared by the company. A headroom of EUR 20m exists between the value of the German cash generating unit and the underlying discounted cashflow. Given that the purchase price allocation for Capital Blue per IFRS 3 has not yet been finalised and that there are no indicators of impairment as at 31 December 2018, the resultant goodwill is not subject to an impairment test as at 31 December 2018. You have completed the IFRS disclosure checklist and are satisfied that Capital Zero has complied with all the necessary IFRS disclosures.

Question 16

Based on the above information provided, draft the relevant key audit matter paragraphs of the audit opinion related to goodwill impairment. You are not required to draft the full audit opinion.

(9,0 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

The Company adjusted the financial statements to take account of all the points referred to in the previous questions. The audit team has now finalised all the field audit procedures for the year ended 31 December 2018. Please refer to the summary of uncorrected misstatements (as provided in appendix 3) prepared by the audit team at the end of the audit work. This summary has not yet been communicated to the client.

The following information has been taken from the audit files:

- Profit before tax as at 31 December 2018: EUR 26.000.000
- Profit after tax as at 31 December 2018: EUR 21.000.000
- Total assets as at 31 December 2018: EUR 1.600.000.000
- Total trade debtors as at 31 December 2018: EUR 120.000.000
- Planning materiality: EUR 1.300.000
- Threshold for misstatements: EUR 65.000

Question 17

1. Please complete the summary of uncorrected misstatements, using the attached form in appendix 3 (you may add additional lines which appear necessary to you in order to conclude, ignore your answers to question 15). Outline your evaluation and preliminary conclusions on the summary of uncorrected misstatements for each uncorrected misstatement. As part of your answer please show your workings on how you concluded with relevant explanations.
2. What are the next audit steps, including communication, to be taken in relation to this summary of uncorrected misstatements?
3. The Company decided not to correct any of the audit findings presented in the summary of uncorrected misstatements presented in appendix 3. What is your evaluation and conclusion regarding your audit report? Please explain your reasoning for each uncorrected misstatement.

(2,0 + 2,0 + 3,0 = 7,0 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Annex 1 - Draft consolidation 30 November 2018										
	Capital Blue (US)	Capital Red (Italy)	Elimination of participations	Preliminary goodwill / acquisition of Capital Blue US	Rollforward of purchase price allocation adjustments per IFRS 3 as at 1 January 2018 Germany & Italy	Goodwill and brand amortisation	Non controlling interest calculation Capital One Germany	Elimination of intercompany balances	Transfer of foreign exchange on intercompany retranslation from Profit & Loss account to currency exchange reserve	consolidated figures 30 November 2018
Goodwill				65.000.000	180.000.000	- 8.250.000				236.750.000
Brand					32.000.000	- 3.666.667				28.333.333
Externally purchased software	1.895.375									5.895.375
Property, plant & equipment	156.937.074	400.000.000								806.937.074
Participations			- 400.160.000							-
Deferred tax asset	962.851	2.900.000								17.662.851
Stock	5.558.757	57.000.000								126.998.757
Trade debtors	9.476.876	49.000.000								121.476.876
Other debtors	1.122.062	12.560.000								21.432.062
Intercompany balances		61.000.000						- 386.000.000		-
Cash at bank	2.843.063	13.700.000								42.803.063
Prepayments	947.688	1.250.000								3.597.688
TOTAL ASSETS	179.743.745	597.410.000	- 400.160.000	65.000.000	212.000.000	- 11.916.667	-	- 386.000.000	-	1.411.887.078
Share capital	4.548.901	58.000.000					- 17.020.000			169.528.901
Share premium		100.000.000					- 920.000			202.080.000
Profit/(Loss) for the period	7.581.501	2.000.000				- 11.183.334	- 8.280.000		- 768.000	10.350.167
Reserves/Retained earnings	24.260.804	350.000.000	- 400.160.000	65.000.000	205.600.000		- 30.820.000			602.880.804
Other reserves							- 1.380.000			1.620.000
Currency translation reserve									768.000	768.000
Non controlling interest							58.420.000			58.420.000
Total shareholders equity	36.391.205	510.000.000	- 400.160.000	65.000.000	205.600.000	- 11.183.334	-	-	-	1.045.647.871
Provisions	2.198.635	25.020.000								76.978.635
Deferred tax liabilities	2.342.684	3.340.000			6.400.000	- 733.333				19.189.351
Long term borrowings		9.560.000								159.560.000
Trade creditors	9.901.440	49.000.000								98.411.440
Other debt	909.780	490.000								12.099.780
Intercompany balances	128.000.000							- 386.000.000		-
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES	179.743.745	597.410.000	- 400.160.000	65.000.000	212.000.000	- 11.916.667	-	- 386.000.000	-	1.411.887.078

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

Annexe 2: Conversion of balance sheet of Capital Blue from USD to EUR as at 30 November 2018

	Capital Blue US				
	30 November 2018				
	USD	EUR			
Externally purchased software	2.500.000	1.895.375			
Property, plant & equipment	207.000.000	156.937.074			
Deferred tax asset	1.270.000	962.851			
Stock	7.332.000	5.558.757			
Trade debtors	12.500.000	9.476.876			
Other debtors	1.480.000	1.122.062			
Cash at bank	3.750.000	2.843.063			
Prepayments	1.250.000	947.688			
TOTAL ASSETS	237.082.000	179.743.745			
Share capital	6.000.000	4.548.901			
Profit/(Loss) du 1 October au 30 November 2018	10.000.000	7.581.501			
Reserves / Retained earnings	32.000.000	24.260.804			
Total shareholders equity	48.000.000	36.391.205			
Provisions	2.900.000	2.198.635			
Deferred tax liabilities	3.090.000	2.342.684			
Trade creditors	13.060.000	9.901.440			
Other debt	1.200.000	909.780			
Intercompany balances	168.832.000	128.000.000			
TOTAL OF SHAREHOLDERS EQUITY AND LIABILITIES	237.082.000	179.743.745			
Euro: USD taux de change au 30 novembre 2018					
Euro		1			
USD		1,319			
Nouveau calcul du gain de change sur les comptes intersociétés					
EUR 128.000.000 @ 1,325 (taux historique)			169.600.000		
EUR 128.000.000 @ 1,319 (taux en fin d'année)			168.832.000		
gain de change			768.000		

[illegible]

Part V – Banking

You are the auditor of a Luxembourg bank named Banque de Patrimoine à Luxembourg (BPL) specialised in asset management for high net worth individuals and which is a subsidiary of a large European banking group.

In order to allow its clients to fully benefit from market opportunities, BPL has a significant Lombard lending activity which consists of granting loans to clients in order to allow them to invest in financial markets against a pledge taken on the financial investments of the same client.

PART 1

As part of the audit planning activities and in order to gain a better understanding of this Lombard lending activity, your senior is presenting to you the main controls in place which were identified through the review of the procedures manual and through enquiries with primary owners of these controls. Key controls identified are as follows:

Acceptance of Lombard loans

- There is a clear acceptance process in place which includes delegation of powers depending on the amount of loans granted;
- Collateral received for the loans must be deposited in the Bank's books and be formalised in a formal pledge agreement signed by the client.

Portfolio evaluation

- Pledged investments are valued according to the same process and with the same frequency as the other security portfolios of the bank, namely daily for listed securities (through importation of prices from at least 2 independent sources) and weekly for non-listed investments. All significant differences between the two independent sources or from one valuation date to the next valuation date are investigated by the middle office department.
- For Lombard loans, in order to calculate the coverage of outstanding loans compared to the pledged securities portfolio, a specific weighting is applied to the securities in the portfolio according to their nature:
 - Listed shares: 60%
 - Listed bonds: 80%
 - Non-listed shares: 30%

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

- Non-listed bonds: 40%
- Other unlisted securities: between 0 and 20% depending on the specific nature of these securities.

When the underlying assets are denominated in a currency other than the currency of the related loan, a 10% discount is also applied.

These weightings are intended to take into account the liquidity, valuation and exchange risks of the assets received as collateral.

Monitoring of the net exposure

- Weekly reviews of coverage of existing loans against weighted collaterals are carried out by a specific unit of the middle office department, with systematic investigation of insufficient coverage by the manager of each of the accounts concerned.
- Account managers have the responsibility for contacting clients to get explanations and obtain additional coverage if needed. Any issues with these loans are therefore followed up with the client by their account manager who is the single point of contact for the client within the bank. In case of insufficient coverage by the existing pledged assets, the account manager would require the client to contribute supplementary assets in order to reach the expected level of guarantee. In case of non-contribution of additional assets, the bank is authorised to use assets held by the client on other accounts of the same client within the bank.

Question 18

Based on the above description you decide, with your senior, to develop an audit approach based on reliance on internal controls for both existence and evaluation of Lombard loans.

You are requested to develop an audit work programme for the review of internal controls in the context of this "Lombard lending" activity by specifically addressing the assertions existence and valuation. This work programme should also cover the main legal and regulatory requirements related to the Long Form report.

(13,0 points)

Luxembourg, le 30/09 & 01/10/2019

PART 2

Shortly after you have completed your internal control review procedures and reported the findings of your work to the bank's audit committee, you receive a telephone call from the bank's CEO.

Following several cases of default in the Lombard loans portfolio of the same account manager (Mr X), an internal investigation was carried out and led to the conclusion that this was in fact a case of internal fraud perpetrated by the same manager for his personal gain, the main characteristics of which are as follows:

- Mr X has for several years been able to obtain approval of fictitious Lombard loan for existing clients holding a securities portfolio within the Bank. To do this, he forged customers' signatures on credit opening application forms. He systematically created a separate account dedicated to the loan for the same client and linked it to the original account of the client where collateral assets were in deposit.
- During the regular visits of the customers concerned, Mr X welcomed them directly and printed and gave them only the account statements corresponding to their original account (where the loan did not appear).
- Based on collusion with a back office employee, they were able to transfer the funds raised through these fictitious loans to external accounts for which both of them were the ultimate beneficial owners.

Question 19

Based on the new elements described above:

1. review your assessment of internal controls and identify any control deficiencies that may have led to such a situation;
2. analyse your professional and legal or regulatory obligations as a result of this situation ;
3. explain how you will modify your audit approach bearing in mind that you are currently only a few days from the expected date of sign off of the financial statements.

(12,0 points)